CINQUIEME ANNEE — LE NUMERO 5 CENTIMES

RÉDACTION
13, Rue des Champs, 13
ROUBAIX

L'Egalité
DE ROUBAIX-TOURCOING
Journal Socialiste Quotidien

CINQUIÈME ANNÉE — LE NUMERO 5 CENTIMES

ADMINISTRATION
13, Rue des Champs, 13
ROUBAIX

ABONNEMENTS	Trois mois	Six mois	Un an
Nord et Départements limitrophes.	4 fr. 50	9 fr.	18 fr.
Autres Départements.	5 fr. 50	11 fr.	22 fr.

N° 175 Jeudi 22 Juin 1899 N° 175
ÉDITION ★★★★

ANNONCES
Les Annonces sont reçues à la Société Générale de Publicité, 7, rue Drouot, Paris (Téléphone 221,88) et dans sa succursale
LILLE, 28, rue Faidherbe
et dans les bureaux de l'Administration du journal

SOMBRES PRÉVISIONS

— « Si l'on n'aboutit pas, d'ici à » quarante-huit heures, à constituer » un gouvernement et un gouvernement à poigne, la République Française risque de sombrer, avant un » mois, dans la guerre civile et elle » ne pourra pas même dire que l'honneur est sauf. »

C'est un député socialiste belge, notre distingué confrère Georges Lorand, de la *Réforme*, qui, après beaucoup de républicains et de socialistes français, — au nombre desquels nous comptons — envisage avec cette anxiété l'avenir de notre démocratie.

Mais ce qui donne plus de valeur et plus de poids à ses sombres prévisions, c'est la critique dont il les fait précéder.

A ses yeux, la caractéristique des convulsions politiques qui, depuis un an et demi, agitent notre pays, c'est l'absence de caractère et de courage civique chez ceux qui ont monopolisé la direction de l'Etat.

Et M. Lorand est malheureusement dans le vrai.

En effet, qui oserait soutenir que le zèle pour la défense des intérêts du pays est le seul inspirateur des actions de nos hommes politiques ?

Si l'on a pu s'en laisser imposer jusqu'à présent, la crise où nous pataugeons si misérablement suffit à désabuser tout le monde.

Le courage civique s'en est allé. Les temps héroïques ne sont plus !

Ou bien si l'abnégation existe quelque part, ce n'est point en haut, dans les classes dirigeantes qu'il la faut chercher, — c'est en bas, dans ce peuple que les politiciens assaisonnent à toutes leurs farces, et qui n'en solde pas moins royalement toujours les notes d'une poignée d'ambitieux.

Sont-ils donc autre chose que des ambitieux de haut-vol, ces personnages qui, depuis la chute du Cabinet Dupuy intriguent pour décrocher une timbale ministérielle et qui, à la constatation de leur impuissance à y parvenir, s'acharnent, sous la suggestion d'une basse jalousie, à entraver par les moyens les plus misérables, l'œuvre nécessaire de la reconstitution gouvernementale ?

— « Périsse la République, périsse la Démocratie, se disent-ils, mais que nos vengeances soient satisfaites ! »

C'est à cette ligue des appétits irrassasiés que M. Waldeck-Rousseau s'est heurté, et l'homme qui sera chargé, par M. Loubet, de la formation du nouveau cabinet sera brisé par les mêmes difficultés s'il n'entre pas dans l'arène avec la volonté ferme d'aboutir, et, surtout, s'il n'a pas le courage de placer l'intérêt du pays au-dessus des compétitions de personnes et de coteries.

Quel sera ce courageux, ce *citoyen*, dans la haute acception du mot ?

Nous l'ignorons encore.

Mais qu'il se dise bien celui-là, qu'après les tentatives de MM. Poincaré et Waldeck-Rousseau, après le spectacle lamentable d'égoïsme parlementaire donné au monde civilisé, un seul gouvernement est aujourd'hui possible et susceptible de durer : celui qui placera l'axe de sa politique au sein même du peuple.

S'il agit autrement, nous n'aurons plus, — tout prestige ayant disparu, — que l'ombre d'un gouvernement. Les factieux s'enhardiront, les prétoriens se feront plus insolents et plus arrogants et la République sombrera, suivant la prédiction du député Lorand, à moins que le peuple — et c'est là notre dernière espérance — n'oppose à la Terreur Blanche, la Révolution Sociale.

G. SIAUVE-EVAUSY.

La Grande Bavarde

Décidément, il faut changer l'enseigne de la maison.

L'armée n'est plus la « Grande Muette » comme on l'appelait d'ordinaire, mais bien la grande bavarde.

Nous venons d'en avoir des preuves en quantité et elles se renouvellent chaque jour.

Après les «cochonneries» du général Hartschmidt, bonnes tout au plus à être jetées « aux latrines » — ce mot encore est de ce brave divisionnaire; — après les ordres du jour scandaleux des Metzinger et des de Saxcé; après les provocations au massacre des vulgaires pékins, lancées par le colonel baron de Coubertin; après les manifestations oratoires de «l'héroïque commandant Marchand», voici une lettre dictée sans doute par St-Michel et lancée dans le public par l'amiral de Cuverville, bras droit de M. Lockroy, préposé actuellement encore aux affaires courantes du ministère de la marine.

M. Fleury-Ravarin, député clérico-opportuniste du Rhône, avait publié dans la *Liberté* une lettre ouverte au futur président du Conseil des ministres, signalant comme un danger national les rivalités et les compétitions d'autorité entre les ministres de la guerre, de la marine et des colonies, et demandant la création d'un Conseil supérieur de la défense nationale, pour trancher toutes les difficultés et assurer l'unité dans le commandement.

L'amiral de Cuverville lui a répondu par une lettre que la *Liberté* publie intégralement et dont voici les principaux passages :

« Vous êtes dans le vrai ; votre patriotisme ne vous a pas trompé. Le mal que vous signalez existe, les dangers auxquels il expose notre pays ne sont que trop évidents et le Parlement peut y apporter un remède en remettant chacun à son poste et chaque chose à sa place. Les mesures que vous préconisez sont logiques et immédiatement applicables ; j'en signerais l'exécution des deux mains.

Je vais quitter dans quelques jours les hautes fonctions qui m'avaient été imposées. Etranger à toutes compétitions d'intérêts de corps ou de personnes, je n'ai cherché que le bien général ; je n'ai eu d'autre objectif que celui d'assurer la défense nationale. J'emporterai dans ma retraite la satisfaction du devoir accompli ; mais ce n'est pas sans une profonde et amère tristesse que j'aurai constaté que les efforts individuels les plus obstinés sont impuissants à modifier un état de choses qui engendre le désordre et prépare la défaite. »

Sans vouloir examiner le fond de cette élucubration épistolaire, nous tenons seulement à constater que l'amiral de Cuverville sort de son rôle de soldat en se lançant dans les polémiques de presse, en adressant des lettres ouvertes aux députés de son bord et en sonnant le branle-bas de la réaction.

C'est ce qu'a compris sans doute M. Lockroy, ou du moins ce qu'on lui a fait comprendre.

Une note de l'officieuse *Agence Havas* nous informe, en effet, que « sur l'invitation du ministre de la marine, le vice-amiral de Cuverville a remis ce matin son service au contre-amiral Mallarmé, sous-chef d'état-major général ».

Cette sanction était nécessaire, après l'incartade de l'amiral de Cuverville, mais ce n'est pas la seule qui s'impose.

Quand donc remettra-t-on « à leur place » les autres galonnés factieux « qui engendrent le désordre et préparent la défaite » ?

Un Fiasco

Il est de plus en plus probable qu'aucun résultant important, pratique, réel, ne sera réalisé par la Conférence de la Haye.

D'ores et déjà, on peut constater qu'elle ne réglementera rien, qu'elle ne prohibera rien, qu'elle n'empêchera rien quant aux engins de guerre.

Le refus catégorique, formulé par l'Angleterre, de renoncer aux balles dum-dum, le démontre surabondamment.

Si, sur ce point spécial, restreint, qui ne devait soulever que des objections secondaires, il a été impossible d'aboutir, à plus forte raison ne saurait-en espérer une réussite pour les questions infiniment plus difficiles, concernant le modèle et la quantité des fusils, des canons et des navires, le chiffre des dépenses militaires et le nombre des armées.

Malgré les derniers renseignements, un peu moins défavorables que les antérieurs, l'arbitrage ne semble pas destiné à une meilleure fortune. On pourra constituer sur le papier des tribunaux d'arbitrage, auxquels en principe les Etats seront invités à soumettre leurs querelles ; mais aucune sanction ne sera édictée pour les contrevenants.

Par conséquent, la mesure restera platonique. Peut-être, à l'extrême rigueur, servira-t-elle pour des différends minuscules qui, en aucun cas, n'auraient entraîné la guerre, mais elle restera stérile et vaine pour les cas importants et graves, précisément pour ceux qui étaient sa raison d'être.

En somme, la conférence de la Paix, quant à présent du moins, vient confirmer nos prévisions et ne donne aucun résultat pratique, aucune solution.

Nous l'avons dit et nous le répétons parce que c'est l'expression de l'exacte vérité, le désarmement, la mort de la guerre, ne peuvent être obtenus que par l'entente internationale des travailleurs et l'avènement du Socialisme.

En dehors de là, tout ne sera que comédie et leurre.

Echos & Nouvelles

Le docteur Mazzoni qui a opéré, il y a quelque temps, le kyste du pape sera prochainement nommé médecin particulier du « Saint-Père » pour assister le docteur Lapponi.

Ce qu'il y a de plus curieux dans cette affaire c'est que M. Mazzoni — comme nous l'avons déjà dit, d'ailleurs — est franc-maçon.

Au Vatican on en pousse des cris de paon, mais Léon XIII est d'avis que dans certains cas le savoir faire vaut mieux que des *Pater Noster*.

—o—

Le conseil municipal de Bologne a décidé de créer une école polytechnique pour femmes. Il ne s'agit nullement d'orner les élèves d'une « tangente » ni de former des artilleurs qui ne connaissent pas leurs pièces.

On veut une école où l'on donne un enseignement des sciences appliquées pour former des femmes capables de diriger des usines et des travaux de construction.

—o—

On mande de Berlin qu'un ouvrier nommé Montag, habitant à Mannheim, dans le pays de Bade, aurait découvert le moyen de fabriquer du charbon artificiel avec de la terre et des résidus. La fabrication de ce nouveau combustible ayant été étudiée par une commission d'experts, une compagnie se serait formée pour l'exploitation du procédé.

—o—

C'est le mois prochain que nous verrons apparaître pour la première fois, sur les boîtes d'allumettes, les petites annonces grâce auxquelles l'Etat compte équilibrer désormais son budget.

La commission spéciale chargée d'élaborer les traités à passer avec les concessionnaires de cette publicité a tenu déjà trois séances, et se réunira pour la dernière fois jeudi au ministère des finances, afin de régler les détails de l'adjudication.

—o—

Hier a été célébré, par une cérémonie religieuse, l'anniversaire de l'évasion de Louis XVII de la prison du Temple.

On connaît l'histoire — ou la légende — de cette évasion. Les Naundorffistes eux, ne doutent point que le Dauphin ait fait souche de prétendants en Hollande où le roi Guillaume II l'avait officiellement reconnu comme l'héritier des Bourbons.

Naundorff a laissé neuf enfants qui ont conservé le titre de roi à l'aîné d'entre eux. Le Roy d'aujourd'hui — roi « in partibus » s'il en fut — a pris le nom de Charles XI. Veuf sans enfants il demeure à Tétevingen, par Bréda, Pays-Bas. Son frère, Monsieur, a deux fils, Auguste et Charles de Bourbon, qui, notables commerçants en vins dans le Midi, songent plus à leurs échéances fin de mois qu'à revendiquer leurs très contestables au droits au trône de France.

—o—

NOUVELLES A LA MAIN

Un rentier d'une cinquantaine d'années, veuf, père de trois filles, fait annoncer dans un journal qu'un riche quinquagénaire désire se remarier et donne son adresse poste restante.

Le lendemain, il passe à la poste et trouve trois lettres... venant de ses trois filles !

—o—

Ta belle-mère vient-elle souvent te voir ?
— Deux fois par an.
— Veinard !
— Pas tant que ça, elle reste six mois chaque fois.

FIGURES

BERNARD LAZARE

Celui-là fut le premier artisan de la revision. C'est lui qui instruisit M. Scheurer-Kestner. C'est lui qui, le premier, osa écrire que le Jugement de 1894 avait atteint un innocent.

Et au jour où la Justice triomphe combien ont pensé à celui-là et ont rendu hommage à son énergie, à sa foi patiente ? Bien peu ! Trop peu !
Bernard Lazare est un écrivain de haute valeur.

CHRONIQUE

L'AVEU

Depuis trois jours, Tarabel, le fusilier Justin Tarabel, est en cellule. On l'accuse d'avoir volé, pendant la nuit, le porte-monnaie d'un camarade. Lui proteste, et de fait, personne ne l'a vu ; mais c'est tout comme. Tarabel est sous clef, et l'instruction suit son cours. Interrogatoire sur interrogatoire. L'accusé n'a pas le temps de souffler. Ce matin encore, l'adjudant est venu, et, après l'adjudant, le capitaine.

Le capitaine s'en va ; Tarabel est seul. Il s'allonge sur le lit de camp, il appuie sa tête au traversin de bois. Il songe. Il revoit l'acte : le porte-monnaie tombé de la poche du permissionnaire ivre, qui se déshabille à la hâte, qui s'endort. Et lui aussi voudrait dormir ; il ne peut pas. L'argent le fascine, si près de lui, au pied de son lit. Rien qu'à allonger la main — il l'allonge — à vider le porte-monnaie — il le vide — à le replacer où il était — il le replace... Le coup est fait. Et la tentation, le geste, tout cela n'a pas duré plus de temps qu'il n'en met à se souvenir.

Le voleur n'a pas réfléchi avant : après, il ne réfléchit pas davantage. Il en est encore à l'ahurissement de la première minute ; l'instinct qui l'a poussé à prendre l'argent lui commande maintenant de nier sa faute : il niera il protestera jusqu'au bout. Et ce n'est pas si commode qu'on pourrait le croire. Tout à l'heure, pressé, harcelé de questions, il a failli céder ; l'aveu était au bord de ses lèvres. Il a dû se raidir, serrer les dents : s'il avait parlé, il lâchait tout.

Le danger est passé ; Tarabel se détend un peu ; il révasse, il écoute. Un chariot grince dans la rue ; une compagnie rentre au quartier, tambours battant. Puis c'est un cri d'hirondelle, un cri de joie éperdue qui tombe du ciel, par l'ouverture de la lucarne. Les hirondelles sont revenues !

Sans doute, *elles bâtissent leurs nids*, là-bas, au village. Les hirondelles ! Elles glissent entre les pruniers en fleurs, dans le verger, elles frôlent la pâleur des seigles qui ondulent dans la plaine herbeuse. Images de joie qui finissent brusquement en angoisse. Le père, la mère, que font-ils maintenant ? Les mauvaises nouvelles voyagent vite. Ils savent où il est, ils se désolent... à moins qu'ils ne soient déjà en route pour la caserne.

Tarabel écoute, et des pas montent l'escalier ; la porte s'ouvre... Ils sont là ! une lettre du capitaine les a renseignés ; ils sont partis au plus vite. Très humble devant l'épaulette blanche de l'adjudant, le père a demandé à voir son fils.

— Justin Tarabel, de la sixième ? Parfaitement. En cellule pour vol, c'est bien ça ? On va vous conduire. Et tâchez de le secouer un peu, c't individu. Têtu comme une mule, le bougre ! Veut pas avouer. Tant pis pour lui ! On lui en fera manger de la prison !

— Et s'il avoue ? interroge la mère.

— S'il avoue, ça ira plus vite, d'abord, et puis, on ne sait pas, p't'ête ben qu' ça finira mieux. Ceusse qui n'avouent pas, vous comprenez, on leur y colle le maximum. Et ahi donc !

— Il avouera, notre Justin ; si c'est lui qui a pris l'argent, il avouera bien sûr ! affirme la mère !

— A la bonne heure ! Ce que je vous en dis, c'est dans son intérêt, à c't éfant ! Allez, marchez ; je vas avec vous. S'il parle, j'entendrai sa confession.

Sur le seuil de la cellule, l'adjudant s'est effacé. Le père entre, et la mère après lui, dans l'ombre.

En les apercevant, le premier mouvement de Tarabel a été de se reculer, de s'aplatir contre le mur ; il s'y enfoncerait s'il le pouvait.

Le regard en dessous, la tête basse, il est là, le petit paysanneau, pareil à une bête en cage, prête à mordre qui l'approche. Ni père, ni mère, il ne connaît plus personne : il est butté ; d'avance il fait tête aux affronts. Inutile de se fâcher contre lui, il répondrait mal. Il vaut mieux l'amadouer ; on verra ensuite.

— Te voilà enfermé, petit ! à l'abri des coups de soleil ! Eh ! Eh ! il n'est pas beau ton logement. Pas une chaise pour s'asseoir... Ta mère est là, tu sais. Tu ne veux pas lui parler, à celle-là non plus ? Que t'a-t-elle fait ? Allons, entre Toinette, tu n'as pas besoin qu'il t'invite, je suppose...

Elle entre, elle va vers son Justin, les bras ouverts.

Lui, rien ; pas une parole, pas un geste : la figure, l'attitude d'un étranger, presque d'un ennemi.

— Justin, mon Justin !

Elle se jette sur lui ; il résiste, du coude, des mains, il l'écarte. C'est une vraie lutte où la tendresse, à la fin, est la plus forte. Au premier baiser le malheureux est vaincu. Il se laisse aller dans les bras qui l'attirent, qui l'étreignent. Le régiment, la cellule, il a tout oublié. Il est redevenu le bon petit garçon qu'il était il y a trois mois avant la caserne, l'enfant sage, l'enfant docile. Elle n'a pas besoin de le presser beaucoup, la maman, pour lui tirer les vers du nez. C'était si lourd à porter, ce secret. Très vite, sans relever la tête, il raconte : « Le porte-monnaie était tombé ; il l'a ramassé ; il ne l'a pas pris. Histoire de s'amuser un brin, de payer des tournées aux camarades. L'argent, il l'aurait rendu plus tard, quand il en aurait reçu de chez lui. »

Explication insuffisante pour le conseil de guerre. Mais la mère s'en contente.

— Pauvre petit ! Je le savais bien, moi ; j'en étais sûre que tu n'étais pas un voleur. Et, se tournant vers son homme : c'est ta faute, dit-elle. Combien de fois te l'ai-je dit ? Et toi, tu ne voulais pas m'entendre. Oui, c'est ta faute ; le malheur ne serait pas arrivé si tu avais envoyé de l'argent à Justin.

Le père s'excuse :

— Nous avions la taille en retard à payer au collecteur. Et l'année est mauvaise. Comment faire ? Depuis que Justin est parti pour son sort, nous avons été obligés de prendre un homme à sa place pour travailler les terres. Quarante sous par jour ! On ne m'a pas enseigné le moyen de faire de l'argent avec les dents...

— Dix francs de plus ou de moins ! nous n'aurions pas été plus pauvres. Et le petit ne serait pas où il est.

— Il n'y restera pas longtemps ; ne te tracasse pas, Toinette. Pour une bêtise d'une pistole, on ne va pas le laisser moisir en prison. On était fâché contre lui parce qu'il ne se décidait pas à avouer ; à présent, les chefs caleront doux ; l'affaire s'arrangera.

Justin hoche la tête. Il n'est pas si sûr que ça, lui, de l'indulgence des chefs. Le Code militaire ne plaisante pas. Mais ça l'a soulagé quand même, de parler. La lutte est finie, la lutte mauvaise qu'il soutenait depuis trois jours contre les autres et contre lui-même. Maintenant qu'il avoue, on le laissera tranquille. L'instruction, les débats, ça ne le regarde plus. Il n'a qu'à patienter en attendant la décision des juges.

Et puis, la présence des siens le réconforte ; tant qu'ils sont là, près de lui, il lui semble qu'il ne peut lui arriver rien de mal. Les vieux sont un peu rassurés, eux-aussi. Assis tous les trois sur le lit de camp, Justin au milieu, appuyé à l'épaule de sa mère, ils causent, ils parlent de la foire, des récoltes.

Les pruniers ont un peu souffert de la gelée, mais les pêchers sont couverts de fleurs ; et la vigne commence à débourrer. Tout irait bien sans la pluie, qui a détrempé les guérets. C'est comme de la boue. Impossible, continue-t-il, d'ensemencer le maïs.

Ils bavardent, et dans le corridor, derrière la porte, l'adjudant s'impatiente. Le maïs, les labours, ça ne l'intéresse guère, lui, le rengagé, le vieux brisquard. Maintenant qu'il a ce qu'il voulait, qu'il tient l'aveu, il ne pense qu'à se débarrasser au plus tôt de ces gens-là.

— Assez causé, vous autres, intervient-il brusquement. Allons, il est temps de déguerpir.

— Déjà ! soupire la mère.

On s'embrasse on se quitte. La clé tourne dans la serrure. Les vieux descendent l'escalier le cœur gros de la séparation.

— Pas vrai, que vous ne le retiendrez pas longtemps, monsieur l'adjudant ? s'informe le père. Vous l'avez entendu : il n'est pas si fautif que vous le pensiez, notre Justin. C'est que, vous ne nous connaissez pas ; mais nous sommes de braves gens. Demandez à qui vous voudrez, au maire, au curé, les Tarabel n'ont jamais fait tort d'un liard à personne. Vous pouvez dire ça de ma part au capitaine, au colonel. Justin a eu un mauvais moment ; mais c'est un honnête garçon.

— C'est bon, c'est bon..., ronchonne l'adjudant, qui a repris son air de service, un air pas tendre.

Et la mère insiste :

— Pensez-vous qu'on le laisse sortir pour le congé de Pâques ? Il aura besoin de se refaire après cette secousse, le petit. Il a bien mauvaise mine, et il doit être mal nourri en prison. Ah ! s'il pouvait venir manger l'omelette de Pâques avec nous !.. Avec vous aussi, monsieur l'adjudant. C'est dit... vous viendrez tous les deux.

Les vieux s'en vont. Et l'adjudant ricane dans sa moustache, dans sa grosse moustache parfumée de rogomme et d'absinthe :

— L'omelette de Pâques ! Elle est bonne, celle-là, avec son omelette. Comptes-y, qu'il la mangera. Et salée encore ! Maintenant qu'il avoue, son compte est clair. Enfoncés, les paysans !

EMILE POUVILLON.

Les Platitudes du général de Boisdeffre

A peine M. du Paty de Clam était-il arrêté, que la *Libre Parole* s'empressait d'insinuer que le gouvernement de la République n'oserait pas toucher au général de Boisdeffre, à cause de l'intervention de la Russie.

Eh bien ! c'est l'organe des antisémites russes la *Novoyé Vremia*, qui s'est chargé d'infliger aussitôt un démenti catégorique à la *Libre Parole*, en disant dans son numéro 847 :

« La *Libre Parole* se trompe absolument ; quelles que soient les sympathies que le général de Boisdeffre ait acquises chez nous, la Russie ne se mêlera point des affaires intérieures d'une autre puissance, malgré les liens d'étroite amitié qui unissent les deux nations ».

D'ailleurs, depuis la promulgation de l'arrêt, la *Novoyé-Vremia*, l'unique journal de toute la Russie qui ait jamais montré quelque tendresse pour Quesnay de Beaurepaire, Lemaître et Coppée, s'est ravisée depuis et a fait volte-face.

Voici, en effet, ce que publie cette feuille au sujet de l'arrêt, dans son numéro 845 :

« Si après le rapport de M. Ballot-Beaupré il est hors de doute que le jugement du conseil de guerre de 1894 serait cassé, on ne pouvait mettre en doute non plus que cet arrêt serait accueilli par le public avec calme et qu'il ne soulèverait aucun incident. « Cet arrêt satisfait la conscience de tous les gens honnêtes à qui le triomphe de la vérité et de la justice est cher pardessus tout. »

Quant au général de Boisdeffre, de mon côté, nous écrit notre correspondant, je suis en mesure d'affirmer qu'il ne s'est pas concilié en Russie autant de sympathies qu'on veut bien le dire.

Je tiens de source certaine que son attitude à la Cour a été jugée ridicule. Ce général de l'armée de la République a voulu émerveiller l'empereur de Russie et son entourage par ses manières ancien régime et en courtisan du roi-soleil, dès qu'il apercevait le tsar, il courait au-devant de lui et, se prosternant saisissait la main qu'il lui tendait et la baisait dévotement et longuement.

Ces manières ne sont plus de saison, même à la cour de Russie, et un malin sourire courait sur les lèvres des assistants, qui se demandaient : Quel est donc ce courtisan suranné à qui la France a confié l'honneur de représenter parmi nous l'armée nationale de la troisième République ?

NOS DEPÊCHES

(Par service téléphonique spécial)

La Crise Ministérielle

Un cabinet Bourgeois

Paris, 20 juin. — M. Loubet a consulté dans la matinée MM. Delcassé et Poincaré sur la situation.

Cette après-midi, M. le Président de la République s'est entretenu pendant près d'une heure avec M. Brisson.

Vers midi, M. Loubet a télégraphié à La Haye, à M. Léon Bourgeois, pour lui confier la mission de former le cabinet.

La réponse de M. Bourgeois n'était point parvenue encore à quatre heures.

DÉCLARATIONS INTÉRESSÉES DE M. POINCARÉ

M. Poincaré communique aux agences la note suivante :

Quelques journaux disent que M. Poincaré s'est imposé hier à M. Waldeck-Rousseau qui ne l'avait pas prié de venir conférer avec lui.

Il n'y a rien d'exact dans cette allégation. M. Poincaré a été appelé hier par M. Waldeck-Rousseau.

Ce dernier lui a offert le ministère de l'intérieur et il a expressément ajouté qu'il ne constituerait son ministère qu'à la condition que M. Poincaré acceptât.

M. Poincaré, après avoir demandé une heure de réflexion, a déclaré à M. Waldeck-Rousseau qu'il acceptait.

Les mêmes journaux prétendent que M. Poincaré a organisé des consultations chez M. Deschanel contre la combinaison de M. Waldeck-Rousseau. Or, M. Poincaré n'a pas vu M. Deschanel dans la journée d'hier.

Il ne l'a fait voir par aucun de leurs amis connus.

M. Poincaré est du reste retourné dans la soirée chez M. Waldeck-Rousseau pour l'assurer de nouveau de son concours absolu, et pour lui dire qu'il consentirait à rester son collaborateur alors même que certains de ses collègues ne croiraient pas pouvoir donner leur adhésion.

C'est donc une calomnie gratuite que d'attribuer à M. Poincaré une responsabilité quelconque dans l'échec de la combinaison.

En outre, M. Poincaré, interrogé par quelques journalistes ce matin au moment où il sortait de l'Elysée, a tenu le langage suivant :

— Voici exactement ce qui s'est passé entre M. Waldeck-Rousseau et moi.

Je n'ai rien su des négociations de M. Waldeck-Rousseau ni dans la journée de dimanche ni dans la matinée d'hier.

J'avoue même que j'en ai été un peu surpris, étant données mes relations avec lui. J'ai pensé que celui-ci s'était dit, avec raison d'ailleurs : « Si j'ai besoin de Poincaré, je suis sûr de son concours. Inutile de le déranger avant le moment venu ».

Hier, je suis resté chez moi toute la matinée. J'ai quitté mon domicile après déjeuner pour me rendre au Palais, où à une heure m'appelait une affaire devant la 1re chambre.

A 2 heures, je suis venu au Palais-Bourbon, où j'ai rencontré M. Leygues, qui m'a annoncé que M. Waldeck-Rousseau, ne voulant pas sortir, l'avait prié de me demander de passer chez lui.

J'ai été aussitôt rue de l'Université.

M. Waldeck-Rousseau m'a offert de prendre l'intérieur en disant que si je refusais ce portefeuille il renoncerait à poursuivre ses négociations.

J'ai demandé une heure de réflexion. Ce délai écoulé, je suis retourné chez M. Waldeck-Rousseau pour lui faire part de mon acceptation sans aucune réserve, sans aucune restriction.

J'ai donc le droit de m'étonner des attaques dont je suis l'objet ce matin dans la presse, attaques injustifiées qui me touchent beaucoup.

Comme je l'ai dit au président de la République, on me coupe bras et jambes pour le cas où il ferait de nouveau appel à mes services.

Si ceux qui pensent comme moi me créent une situation pareille, que dois-je attendre de ceux dont les opinions diffèrent des miennes ?

Je tiens à le répéter et je vous prie de le dire bien haut.

Ces allégations, qui me représentent comme l'auteur responsable de l'échec de la combinaison, sont absolument mensongères.

J'avais accepté le portefeuille de l'intérieur et, à aucun moment, je n'ai posé à cette acceptation la moindre condition.

Voilà toute la vérité.

Protestations de Méline

Après M. Poincaré, dont on a lu plus haut les palinodies intéressées, M. Méline, l'homme néfaste à la République, a éprouvé le besoin d'envoyer à l'*Agence Havas* la note suivante :

« Certains journaux prétendent que c'est l'intervention de M. Méline et de ses amis qui a fait échouer la combinaison Waldeck-Rousseau.

M. Méline n'a pas vu M. Krantz depuis la chute du cabinet Dupuy et n'a eu avec lui aucun rapport ni direct ni indirect.

Oh ! le bon billet du jésuite Méline !

Malheureusement pour lui, chacun sait que le fumiste Krantz est le phonographe vivant et l'*alter ego* du réactionnaire Méline.

Toutes les notes mensongères dudit Méline ne changeront rien à ce fait précis et indéniable.

A la Chambre

Cet après-midi, les couloirs de la Chambre, à partir de 2 heures, sont fort animés.

Les notes *Havas*, relatives aux protestations de MM. Méline et Poincaré, font l'objet de vives controverses.

On dit que M. Delombre va démentir qu'il ait subordonné son acceptation d'entrer dans la combinaison Waldeck, à l'entrée de M. Krantz à la guerre.

Il n'y aurait donc que M. Guillain qui aurait fait dépendre son concours de l'entrée de M. Krantz dans la combinaison.

En réalité, les véritables causes de l'échec de M. Waldeck-Rousseau restent inconnues, dit-on.

Les colères sont déchaînées contre M. Waldeck-Rousseau et certains de ses amis même se montrent assez sévères pour lui.

En ce qui concerne la situation, il est certain que ce nouvel avortement complique singulièrement les choses et rend le gâchis plus complet encore.

Ce n'est plus, dans les milieux parlementaires, l'énervement naturel en ces jours de crises, c'est un véritable affolement.

Où va-t-on et que va-t-on faire ? Personne n'ose encore répondre à ces deux questions, que tout le monde pose

On ne prévoit pas et on ne peut pas prévoir à cette heure la solution de la crise.

Les hypothèses les plus diverses sont mises en avant.

Certains tiennent pour M. Poincaré, d'autres pour M. Sarrien, d'autres encore pour M. Delcassé. Dans quelques groupes on raconte, — ce qui est vrai, d'ailleurs, — qu'on a de nouveau télégraphié ce matin à M. Léon Bourgeois, et enfin, M. Brisson, a lui aussi, ses partisans.

Vers 3 h. 1/2 on apprend que M. Brisson vient d'aller à l'Elysée et ce fait est aussitôt très commenté ; mais en l'absence de renseignement précis quelle déduction certaine en tirer ?

On assure que M. Loubet se montrerait très découragé et aussi très inquiet des dispositions dans lesquelles se trouve la Chambre.

Les récriminations des uns, les exigences des autres, ne sont point faites, en effet, pour faciliter la tâche du président de la République.

On prête à M. Poincaré, interrogé par un certain nombre de ses collègues, ces mots significatifs : « Si j'étais président de la République, je ferais mander MM. Bourgeois, Waldeck-Rousseau et Poincaré et je leur dirai : « Vous ne sortirez pas d'ici avant d'avoir à vous trois, constitué un cabinet ! »

Les Groupes

La Gauche démocratique de la Chambre vient de se réunir et a approuvé l'attitude de ses délégués MM. Sarrien et De la Porte, dans la réunion des groupes républicains de la Chambre et du Sénat.

Le groupe a persisté dans ses déclarations antérieures et a décidé de s'en tenir à l'ordre du jour du 12 juin qui a été la cause de la chute du ministère Dupuy.

Paris, 20 juin. — Le groupe progressiste de la Chambre s'est réuni à 4 heures sous la présidence de M. Méline.

Celui-ci a exposé que la réunion avait été provoquée en prévision de la constitution d'un ministère.

M. Méline a ajouté que la crise n'étant pas dénouée, il y avait lieu de différer la réunion.

Le groupe a toutefois voté une résolution par laquelle il a décidé de « rester fidèle à l'attitude réservée qu'il a observée plus qu'aucun autre groupe, et de continuer à ne pas peser sur la tâche des hommes qui pourraient être appelés à former le ministère ».

Au nom du groupe de la gauche démocratique, M. de La Porte a télégraphié à M. Léon Bourgeois pour lui demander de revenir immédiatement à Paris.

Des membres de l'Union progressiste ont tenu à se joindre à cette demande, insistant vivement pour le retour à Paris, dans le plus bref délai.

D'autre part, les radicaux socialistes ont délégué MM. Berteaux, Laloge et Massé au ministère des affaires étrangères pour demander des renseignements sur les intentions de M. Léon Bourgeois.

Une Nouvelle Combinaison Waldeck

A six heures du soir, le bruit circule dans les couloirs de la Chambre que M. Waldeck-Rousseau, devant les instances du Président de la République, se serait montré disposé à reprendre ses négociations, s'il obtenait le concours de M. Léon Bourgeois.

Cette combinaison, dit l'*Agence Nationale*, est favorablement accueillie par les groupes de gauche, qui estiment avec raison qu'une solution s'impose à bref délai.

On annonce pour demain une réunion plénière des délégués de tous les groupes de gauche.

Déclarations de M. Waldeck

Un des amis de M. Waldeck-Rousseau nous déclare que l'impression, dans l'entourage du sénateur de la Loire, est que le seul concours cordial qu'il ait rencontré c'est celui de M. Delcassé.

Mais il n'aurait pas eu à se louer autant des autres hommes politiques à qui il s'est adressé.

Sa conviction est que les modérés qui disaient lui apporter leur concours n'ont cessé, au cours de toutes ses négociations, « de travailler en-dessous, à mettre des bâtons dans les roues ».

M. Krantz a porté le dernier coup, en refusant de prendre tout autre portefeuille que celui de la guerre.

La réponse de M. Bourgeois

M. Léon Bourgeois a répondu télégraphiquement de La Haye qu'il rentrerait à Paris, pour répondre en personne à l'offre de M. Loubet.

L'ÉCHEC DE WALDECK-ROUSSEAU ET LES JOURNAUX

Nous croyons intéressant pour nos lecteurs de donner ci-dessous des extraits des principaux journaux parisiens, sur l'échec de la combinaison Waldeck-Rousseau, que nous avons annoncée dans notre précédent numéro, en indiquant sa cause et les circonstances dans lesquelles cet échec s'est produit.

De **Jaurès**, dans la *Petite République* :

M. Waldeck-Rousseau ayant compris le péril que courait la République, avait formé le dessein de constituer un ministère de défense républicaine. Son premier acte devait être de rappeler les généraux et les colonels par quelques exemples sévères, au respect de la République et de la loi.

La combinaison de M. Waldeck-Rousseau a échoué. Les modérés, servis par M. Poincaré et conduits par M. Méline ont enveloppé M. Waldeck-Rousseau, lui ont imposé des concessions qui l'ont affaibli, et finalement l'ont trahi

M. Poincaré, meurtri de son échec, guettait une revanche. Il s'est offert comme collaborateur à M. Waldeck-Rousseau. Celui-ci a eu la naïveté de l'introduire dans le ministère en formation. Aussitôt M. Poincaré a pris la direction de tous les modérés qui entouraient M. Waldeck-Rousseau ; il s'est constitué le chef des Guillain, des Leygues, des Krantz, des Delombre, il a parlé en leur nom, il a exigé de M. Waldeck-Rousseau qu'il renonçât aux sanctions les plus énergiques contre les généraux ; il a commandé et agi comme s'il était le vrai président du conseil.

Mais M. Waldeck-Rousseau ne cédait qu'à demi, et l'intrigue de M. Poincaré ne suffisait pas. M. Méline est alors entré en scène. Inspirés par lui, MM. Guillain, Delombre, et autres ont signifié qu'ils ne pouvaient pas se séparer de M. Krantz, M. Waldeck-Rousseau, décidément emporté à la dérive, a eu la faiblesse de faire une démarche auprès de M. Krantz, et celui-ci, qui avait reçu le mot de M. Méline, a refusé son concours.

Du coup, le ministère était en morceaux, M. Waldeck-Rousseau renonçait, et la trahison des modérés était victorieuse.